Analyses et points de vue sur Rio + 20

samedi 15 septembre 2012

Cet article recense des analyses, points de vue, articles de presse, interviews d'acteurs de la société civile et institutionnels parus sur le web, sur le processus "Rio + 20"

Sommaire de cet article

- Actrices et acteurs de la société civile
- Presse
- Chercheur-es
- Institutions, gouvernements, élu-es

Actrices et acteurs de la société civile

– Déclaration du Collectif Rio + 20, septembre 2012 : *Pour de nouvelles voies de développement… L'essentiel est devant nous*
« Le sommet de Rio+20 s'est conclu, sans saveur et dénué d'engagements concrets, le 22 juin 2012. Il nous laisse autant sur notre faim qu'il laisse la planète face à des défis inéluctables et l'avenir de l'humanité dans l'incertitude. Rio+20 n'entame pas pour autant notre détermination et notre combativité. Agissons pour que les pistes de travail retenues et les alternatives citoyennes qui ont convergé à Rio, aboutissent à une feuille de route transformatrice (…) »

– *APRES RIO + 20 :* pour tenter de réaliser un bilan et se projeter dans l'après Rio+20, rio20.net/fr, le site web de la "communauté Rio + 20" a regroupé plusieurs analyses et perspectives produits par le Sommet des Peuples et d'autres mobilisations concernées par le processus Rio+20. On trouvera sur roadlogs.rio20.net/fr un carnet de route du Sommet Rio+20, ainsi qu'une sélection de conclusions, réflexions et initiatives qui contribuent à dessiner un nouvel agenda de transformation.

– Rio + 20 : beaucoup de bruit pour rien
Le point de vue d'Oxfam France, 28 juin 2012

– *Le document final amoindri par les opposants aux droits humains*, selon HumanWatch
"La crise économique mondiale va de pair avec une récession sur le plan des droits humains, les engagements pris à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable Rio+20 péchant par un minimalisme inquiétant, ont déclaré aujourd'hui Amnesty International, Human Rights Watch et le Center for International Environment Law (CIEL) à l'issue de la conférence". "« Les pays du G77, le Saint-Siège et le Canada ont formé une scandaleuse alliance s'opposant à tout engagement en faveur des droits humains, et ils ont à l'occasion été aidés par les États-Unis », a expliqué Jan Egeland, directeur exécutif adjoint à Human Rights Watch. « En dépit de cette opposition, les références aux droits humains ont survécu dans le document final – mais celui-ci ne va pas assez loin. »

– Du local au global, reconquérir les biens communs, le point de vue d'ATTAC, AITEC et Amis de la Terre
"La soumission des États aux exigences de la finance globale est entérinée par ce texte. Toujours pas d'engagement sur des taxes internationales sur les transactions financières ou sur l'énergie en mesure de financer la transition vers des sociétés justes socialement et soutenables sur le plan

écologique. La « croissance » économique, terme repris près de trente fois dans le texte, reste l'horizon indépassable, sans qu'aucune limite ne soit fixée ; plus aucune référence n'est faite à la « justice environnementale ». Aucune régulation sérieuse des agissements du secteur privé n'est prévue, uniquement des engagements volontaires. Par contre, les exigences portées par les différents groupes de pression du secteur privé, tels que le BASD (Business action for sustainable development) très actif lors de Rio + 20 au sein du Pacte Mondial des entreprises (Global compact), sont elles bien intégrées au texte. De nombreuses ONG ont dénoncé le texte, exigeant de ne pas y être associées et dénonçent la main-mise des entreprises sur le processus onusien."

– Rio + 20, la triste fin du carnaval, le point de vue d'Agir pour l'environnement
"Le processus multilatéral est enrayé puisque c'est à chaque État de mettre en place les dispositions, sur la base de l'engagement volontaire. Ainsi, chaque État peut choisir de mettre en place ou non certaines mesures. Les États sont maîtres de la manière dont ils mettent en place les dispositions énoncées dans le texte final. C'est notamment le cas pour la question de l'économie verte puisque si l'ONU et les chefs d'États et de gouvernements voient l' « économie verte » comme une porte de sortie aux multiples crises actuelle, il n'y a pourtant pas eu de définition politique claire, pas de lignes directrices et c'est au niveau national que devra se décider la mise en place d'un concept qui repose sur la marchandisation des biens communs".

– Les analyses des Amis de la Terre Europe sur Rio + 20 capturé par les grandes entreprises (en anglais)
"Les discussions au Sommet Rio + 20 ne font rien pour s'attaquer aux crises environnementales et sociales auxquelles le monde fait face : elles autorisent simplement les entreprises multinationales à continuer à exploiter les peuples et la planète sans retenue".

– Autres analyses sur l'économie verte, Rio + 20, les transnationales et les lobbies (en anglais) sur le site de Corporate Europe Observatory et World Devlopment movement

– Le bonheur national brut est un antidote à notre monde consumériste. "Le BNB permet en outre de prendre en compte les valeurs profondes qui créent une société humaine saine et équilibrée : le respect de l'autre -au lieu de l'avidité qui détruit nos sociétés- et le respect la nature. Il prend en compte le bien être des individus plutôt que le niveau de profit des banques. Adopter un nouvel indicateur de richesses constituerait un véritable antidote à notre monde consumériste. En redéfinissant ce qu'est le bonheur, vous redéfinissez en même temps les notions de satisfaction et de satiété".
Interview de Vandana Shiva sur Novethic

– Les points de vue de jeunes de l'Atelier, centre de ressources de l'économie sociale et solidaire, en mission à Rio avec l'appui de l'Office franco-québécois de la jeunesse.

– "Le Sommet de la Terre ne sera sans doute pas "le grand soir", mais une étape nécessaire pour réduire la pauvreté dans le monde".
Point de vue de Gilles Berhault, président du Comité 21

– Notes de décryptage d'ATTAC France, présente à Rio
"A ce jour plusieurs options restent sur la table. L'une d'entre elle est l'absence totale d'accord. Un nombre conséquent de chefs d'Etat ayant prévu de se rendre à Rio, il est néanmoins plus probable d'aboutir sur une déclaration a minima, avec un contenu si faible qu'elle n'ait guère de sens. Pour cela deux options : les négociateurs arrivent à réduire et finaliser le projet de déclaration sur lequel les chefs d'Etat et de gouvernement pourront travailler et s'entendre ; devant les blocages, le Brésil pourrait au dernier moment proposer un texte court, plus politique mais sans grande ambition, permettant de sauver la face. Dans les deux cas, le seul engagement pris serait de poursuivre les

négociations et d'aboutir d'ici 2015.Et d'ici là, une série d'initiatives portées par des groupes d'Etats, des agences de l'ONU et des entreprises, pourraient voir le jour. Le secteur privé a d'ailleurs fait une série de propositions, certaines s'inspirant très clairement du Conseil Mondial de l'Eau, créé et dirigé par les multinationales de l'eau". Sur le site d'ATTAC ; Note de décryptage n°2 ; Article "L'Europe vue de Rio de Janeiro"

– L'économie verte, solution magique ou néolibéralisme vert ?
interview d'Egardo Lander, professeur de Sciences sociales à l'Université centrale du Venezuela sur le site alter-echos.org
"Je pense que le concept d'économie verte est une nouvelle démonstration de l'extraordinaire capacité des institutions internationales, aussi bien les institutions financières que le système des Nations Unies toujours plus pénétré par cette pensée néo-libérale dominante, de s'approprier n'importe quel concept qui vient d'approches critiques sur la situation dans le monde. Il est alors complètement vidé de quelque contenu critique, pour le convertir en un nouvel instrument de reproduction de l'ordre"

– L'association 4D a publié avec l'Institut de l'Energie et de l'Environnement de la Francophonie (IEPF), une note de décryptage sur les enjeux de Rio + 20. (Pdf 150 pages, synthèse 12 pages)
« Des dizaines de milliers de personnes vont donc converger vers Rio. Avec peu d'accès aux enjeux de négociation, une connaissance faible de l'historique de ce processus engagé il y a maintenant 40 ans, probablement des difficultés à s'y retrouver dans la complexité des institutions internationales et surtout l'envie de comprendre les positions en présence et les initiatives qui émergent. Cette note de décryptage vise à répondre à ces attentes, dans un langage simple, sans jargon et transparent sur les négociations et positions existantes. Elle s'adresse au-delà des négociateurs, à tous les acteurs : élus, représentants multiples de la société civile, entreprises, acteurs de terrain, journalistes afin qu'ils puissent s'inscrire au mieux dans cet événement décisif" (Pierre Radanne)

– Rio+20 : Notre maison brûle… toujours !
La Lettre d'Agir pour l'environnement, édition printemps 2012, est consacrée à Rio + 20

– Plusieurs représentants d'associations et syndicats français participent au Sommet des peuples "pour la justice sociale et écologique, contre la marchandisation de la vie et pour la défense des biens communs" qui se tient en parallèle de la Conférence Rio i+ 20. Ils proposent un blog avec leurs analyses et témoignages

– Le point de vue de la CGT sur Rio + 20, 30 mars 2012
"L'enjeu du débat international, celui-là même de la conférence de RIO, est de progresser dans l'élaboration de normes universelles minimum. Un socle universel de protection sociale et le principe d'une sécurité sociale professionnelle formeraient, par exemple, deux facteurs déterminants pour le mieux être des travailleurs et enrayer le dumping social et la concurrence entre salariés, vecteurs primordiaux des délocalisations au nom d'une compétitivité aux critères très contestables. Une taxe sur les transactions financières redonnerait de l'intérêt aux investissements productifs et serait source de financement public des aides indispensables aux pays les moins avancés ; une forte responsabilisation sociale et environnementale des groupes multinationaux et des entreprises, fondée sur des indicateurs précis et strictement contrôlés, viendrait compléter de premières bases solides de transformation".

– Résumé des discussions de l'atelier sur Rio + 20 au Forum alternatif mondial de l'eau à Marseille du 16 mars 2012
"Il est nécessaire de développer une stratégie commune pour renforcer les luttes contre la financiarisation, la privatisation, et plus généralement, contre la marchandisation de la vie. Ceci est

le point commun de nos luttes. L'économie verte vise à promouvoir et institutionnaliser cette marchandisation, raison pour laquelle nous devons nous mobiliser contre la proposition d'économie verte".

- De Durban à Rio +20 par Béatrice Héraud
« Durban a entériné quatre lignes de fracture. D'abord, celle ouverte à Cancun entre les négociations climatiques et les parlements nationaux qui ne sont plus obligatoirement saisis de la question. Cette déconnection est dramatique car l'on aboutit ainsi à des négociations hors-sol. Ensuite, il existe une rupture entre les pays « pleins » (UE) qui souhaitent aller de l'avant et les pays « vides » (Canada, Australie, Etats-Unis, Russie) qui freinent les négociations. On voit également une fracture entre les objectifs scientifiques et politiques : bientôt l'écart sera tellement important que la pression scientifique s'amenuisera…Enfin, les Etats défendent clairement leur propre intérêt au détriment de l'intérêt général », analyse Pierre Radanne.
Sur le site http://www.novethic.fr, 10 décembre 2011

- Rio+20 et le nouvel échiquier de la politique internationale par Maureen Santos
Dans la proposition initiale, et d'après le script immédiat des autres conférences + de l'ONU, un des points du programme de Rio + 20 était l'évaluation des avancées de la mise en œuvre des accords de 1992, ses lacunes et faiblesses. Cependant, le bilan des deux dernières décennies a fini par se dissoudre dans l'objectif principal de la conférence qui serait d'obtenir « l'engagement international en faveur du développement durable »[1].
Cette dissolution est intentionnelle, dans le sens où une grande partie des pays d'une CDD vidée de sa substance ne veut pas évaluer leurs échecs et leur manque de volonté politique, ni avancer dans la résolution des grands problèmes qui ravagent l'humanité en ces temps de crise internationale. Il devient donc clair et limpide que la question environnementale est intrinsèquement liée aux dilemmes sociaux et économiques.
En conséquence, les deux grands thèmes de la Conférence sur lesquels les pays vont devoir se pencher afin de produire un document final soumis à l'adoption sont : l'économie verte et la structure institutionnelle. Le premier a été proposé par les pays développés à partir des demandes du marché financier international et des grandes entreprises, face au fait que le concept de développement durable se vide de sens. Son but est de légitimer la définition de développement et croissance verte, compatible avec le besoin conjoncturel de répertorier de nouveaux éléments capables de sauver le système capitaliste en crise et de donner un nouveau souffle à un modèle impraticable".
(Sur le site http://www.rinoceros.org ; Article paru dans la revue Altermondes de novembre 2011)

- Mouvement altermondialiste et enjeux de Rio+20, par Geneviève Azam et Michael Löwy
"Le sommet Rio+20 est placé sous le signe de l'« économie verte », c'est-à-dire d'une « gestion durable » de la nature et de la Terre, fondée sur une vision de la nature comme capital à gérer de la manière la plus efficiente et à faire fructifier. Ce sommet a pour mission d'approfondir et de concrétiser ce qui était déjà en gestation en 1992. En toute logique néolibérale, la « gestion durable de la nature » suppose préalablement de mettre en place des droits de propriété nouveaux sur les biens naturels, la gestion commune étant réputée inefficiente. Trois domaines sont particulièrement concernés : la biodiversité, le climat, les ressources minières et fossiles et plus globalement tout ce qui ressort de l'extractivisme. Les deux premiers points sont très fortement liés : les modèles de « gestion durable » du climat inspirent ceux mis en place pour la biodiversité".
(Site du http://www.forumsocialmundial.org.br)

- La conférence de Rio + 20 et ses polémiques Fátima Mello
"Pour sauver la planète, il faut remettre en question la concentration des richesses et du pouvoir. Mais beaucoup préfèrent le marketing du « green business ».(…) "Il est temps de regarder le problème en face : les modèles en vigueur d'exploitation, d'accumulation, de production et de

consommation sont incompatibles avec la permanence de la vie sur terre. Et pour faire face au problème, les idées prédominantes, que ce soit par des moyens développementalistes ou par les solutions dans la voie privée du green business – laissent de côté les acteurs, les visions et projets qui aujourd'hui résistent, débattent et présentent des alternatives réelles au modèle dominant. Les défis face auxquels nous nous trouvons seront seulement envisagés si nous mettons les droits et la justice au centre de nos préoccupations. Et pour ce faire, il faut parier sur la constitution d'une sphère publique, tant en politique qu'en économie, destinée à garantir les droits des peuples".
(Publié initialement en portugais sur le site Outras Palavras (avril 2011). Traduction par Samantha Breitembruch http://www.rinoceros.org)

– Repenser et construire une nouvelle gouvernance mondiale
"Ce document a été préparé par Gustavo Marín, avec des apports de Ricardo Jiménez et Cândido Grzybowski. Il reprend les présentations et le débat consacré à l'architecture du pouvoir pendant le séminaire organisé par Ibase et le Forum pour une nouvelle Gouvernance Mondiale à Rio de Janeiro du 10 au 12 août 2011. Il s'agit, bien entendu, d'un document inachevé, en cours. Il sera enrichi par de nouvelles critiques et apports".
"Il y a deux « moteurs » dans les processus de construction de la gouvernance. C'est à l'échelle locale que se joue la vie quotidienne des uns et des autres, et c'est à l'échelle mondiale que, de plus en plus, se décident les politiques qui affecteront cette vie quotidienne. L'échelle des phénomènes grandit sans arrêt : migrations, pandémies, crises climatiques, crises financières… Mais le territoire, le local, la démocratie de proximité reste la base à partir de laquelle on pourra construire une nouvelle architecture de la gouvernance. Néanmoins, la dimension mondiale, en cette époque de mondialisation de plus en plus accélérée des flux financiers et commerciaux, de circulation de l'information et des personnes, conditionne la vie quotidienne au niveau local. Pour cette raison, il faut proposer et concrétiser des changements de gouvernance à l'échelle locale en même temps qu'à l'échelle mondiale. Il existe un rapport dialectique entre ces deux grandes dimensions de la gouvernance".
(Sur le site http://rio20.net/fr)

– Les multinationales vampirisent le Sommet de la Terre
"Le sommet de la Terre, dit Rio + 20, aura lieu en juin. Les agences de l'ONU le préparent en donnant une large place aux firmes multinationales, qui imposent leurs concepts et leurs intérêts (…) Critiquer la cooptation croissante entre l'ONU et l'industrie devrait être une priorité dans la perspective de Rio +20"
Une analyse d'Olivier Hoedeman (Corporate Europe Observatory) traduite en français sur le site www.reporterre.net, 10 avril 2012
- voir aussi un article d'analyse de CEO sur le même thème (19 juin 2012) : *Rio+20 summit under siege by corporate lobbyists*

– *Rio+20 : la justice sociale ne peut être garantie qu'accompagnée d'une protection de l'environnement*, par la Confédération européenne des syndicats, le 20 juin 2012.
"Après un processus compliqué de négociations à huis clos et une approche « à prendre ou à laisser » de la part des hôtes brésiliens de la conférence des Nations Unies, les ministres qui négocient à Rio avant l'arrivée demain des chefs d'Etat et de gouvernement sont parvenus à un accord provisoire.
(…) les chapitres traitant de protection environnementale dans le projet d'accord pour le sommet de la Terre sont si faibles qu'ils en sont inacceptables et bien en-dessous des revendications de la CES et de la CSI. Par exemple, dans le chapitre consacré à l'énergie, les énergies renouvelables ont été mises sur le même pied que les énergies provenant de combustibles fossiles tandis que le droit à l'eau et à l'assainissement, tout en étant reconnu, est limité aux dispositions du droit national.
Le mouvement syndical international et européen a été fortement déçu du fait que les ministres ont

si rapidement approuvé un document qui représente un recul par rapport aux engagements contenus dans les accords internationaux antérieurs. Les syndicats envoient un message clair à leurs gouvernements à Rio : la justice sociale n'est possible que si la protection de l'environnement et les droits de l'homme sont garantis et encouragés."

Presse

– L'enseignement supérieur, dopé par Rio + 20 ?
"Habituellement peu présent dans les négociations internationales, l'enseignement supérieur a cependant été au centre de nombreuses initiatives lors de la conférence de Rio+20. Le texte final y fait également référence comme un des leviers clés pour la promotion du développement durable"."« Nous soulignons qu'il importe d'aider les établissements d'enseignement, tout particulièrement les établissements d'enseignement supérieur des pays en développement, à mener des travaux de recherche et à innover au service du développement durable (…) », précise l'article 235". Analyse sur le site de novethic

– "**Avec 24 occurrences dans la déclaration finale, le terme croissance triomphe**. La déclaration finale mentionne aussi l'économie verte comme l'une des voies pour promouvoir le développement durable, précisant qu'elle constitue tout ce qui ne doit pas enrayer le commerce. En clair : le business continue de passer avant la protection de l'environnement. Comme si l'on pouvait créer des emplois sur une planète morte. A 50 km de là, le Sommet des Peuples a rassemblé durant une semaine plusieurs dizaines de milliers de citoyens autour d'ateliers thématiques puis d'assemblées plénières. Sous les barnums, les mots « souveraineté alimentaire » et « justice sociale et écologique » ont largement emporté l'adhésion. Le sommet alternatif s'est clôturé par une déclaration finale se prononçant clairement contre l'économie verte comprise comme une nouvelle phase du capitalisme financier étendu à la nature.
Deux mondes se font face qui ne partagent manifestement ni la même langue, ni les mêmes intentions." Edito de Sophie Chapelle sur le blog des journalistes et écrivains pour la nature et l'écologie ; Dossier sur Rio + 20

– « (…) Contrairement à ce que l'on pense, il s'est passé quelque chose au Sommet de Rio : la victoire de l'idéologie croissanciste sur l'approche écologiste. Ce triomphe est inscrit dans la déclaration finale, adoptée vendredi 22 juin, où le mot qui revient le plus fréquemment est " croissance " (vingt-quatre occurrences). Le seul engagement pris dans l'introduction, intitulée " Notre vision commune ", est celui-ci : " Nous nous engageons à travailler ensemble en faveur d'une croissance économique durable. "
Ni le changement climatique ni la biodiversité ne sont cités dans cette introduction. Plus loin seulement, on lit : " Nous reconnaissons que les changements climatiques sont à l'origine d'une crise transversale et persistante. " Le nouveau développement durable ? Croissance über alles. Vous n'êtes pas d'accord ? Matraque et gaz lacrymogènes. »
Hervé Kempf, *Le Monde*, 24 juin 2012

– *Bilan de Rio+20 « On ne créera pas d'emplois sur une planète morte »*
« La conférence sur le développement durable à Rio n'aura servi à rien. Les États ne sont pas allés au-delà des habituelles déclarations d'intention. C'est loin d'être anecdotique. Les échecs successifs des conférences internationales sur les grands enjeux écologiques, du dérèglement climatique à l'épuisement des ressources, marquent la fin d'un monde où les tensions pouvaient se résoudre collectivement et pacifiquement (…) »
Par Sophie Chapelle, *Bastamag*, le 25 juin 2012

– *Déclaration de Rio, tous déçus, comme prévu* sur terraeco.net
« Ce texte entérine des engagements déjà pris. Au fond, on a enlevé tous les points qui fâchent et on a gardé que les choses sur lesquelles on est déjà d'accord, c'est-à-dire les choses auxquelles on s'est déjà engagé par ailleurs », regrette Sébastien Treyer, directeur des programmes pour l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri)".

– Rio + 20 : le Brésil gagnant, la planète perdante Le Monde, 22 juin
"Au moment où elle s'achève à Rio de Janeiro, le bilan de la conférence des Nations unies sur le développement durable peut se résumer de manière simple : il y a un gagnant, le Brésil, et une perdante, la planète. Rude constat, vingt ans après l'emblématique Sommet de la Terre, qui, dans la même ville, avait posé les bases d'une politique de développement soucieuse de la préservation des ressources du globe".

– Dans les coulisses de Rio + 20. Le Figaro, 22 juin
"Déçu, François Hollande a quitté Rio en jugeant les engagements « insuffisants ». Jeudi, au deuxième jour du sommet, les organisations non gouvernementales ont choisi de dire leur colère. Dans la journée, la rumeur a même couru qu'elles pourraient quitter le sommet. Elles se sont contentées de dénoncer elles aussi la faiblesse du document final et de crier « au désastre », comme Daniel Mittler de Greenpeace".

– Accord à l'arraché à la conférence Rio+20
"Rio+20 a enterré Rio 92. Les délégués des 193 pays de l'ONU représentés à la conférence sur le développement durable et l'éradication de la pauvreté sont parvenus ce mardi, en tout début d'après-midi, à un accord à l'arraché, quelques heures avant que ne s'ouvre mercredi le sommet qui réunira sur ces questions une centaine de chefs d'Etat et de gouvernement". Mais il s'agit d'un accord à minima et le système de coopération multilatérale sur le développement durable de la planète, patiemment bâti par les Nations unies, n'en sort guère grandi. François Hollande, seul dirigeant d'un grand pays occidental à faire le déplacement dans la mégapole brésilienne, pourra lire beaucoup de déception dans les regards des Européens". Lire sur le site de Les Echos

– Le Canada, bête noire du Sommet Rio + 20
"Le sommet de la Terre de Rio n'a pas encore officiellement commencé, mais le Canada doit déjà se défendre d'être une force de l'obstruction. En effet, le Canada combat des propositions pro-environnementales concernant deux des principaux enjeux de la conférence des Nations unies sur le développement durable, soit les subventions aux énergies fossiles et la protection de la biodiversité en haute mer".
Sur le site de lapresse.ca

– Dossier Rio + 20 sur le site novethic.fr
"Pour contrer le thème de l'économie verte, la Colombie et le Guatemala ont mis sur la table des négociations la définition d'objectifs de développement durable (ODD) qui agrègent un large consensus au sein de la communauté internationale. De fait, c'est « la seule vraie chose à se mettre sous la dent » à Rio+20 selon la présidente de l'IDDRI. Ceux-ci sont destinés à devenir des « éléments centraux du cadre du développement mondial » selon le secrétaire de l'ONU Ban-Ki-Moon et à remplacer les Objectifs du millénaire qui avaient pour cible l'horizon 2015, mais les ODD ne seront pas seulement destinés aux pays pauvres sinon à l'ensemble de la planète. Rio+20 devrait surtout entériner leur principe et servir de base de négociation à la définition des objectifs qui porteraient sur la sécurité alimentaire, l'accès à l'énergie, les océans, ou l'accès à l'eau".

– Dossier Rio + 20 sur le site de youfil.com

– Rio + 20 un Sommet des Peuples sous pression

Le Monde 19 juin

– *Rio + 20, un Sommet qui jouera petits bras*
Courrier International, 29 avril 2012
"Le sommet Rio + 20 manque cruellement d'apports extérieurs. D'après le programme et le projet de texte officiels, les responsables politiques ne semblent vraiment pas décidés à aller au-delà de la rhétorique verte que nous avons entendue dans la bouche de leurs prédécesseurs il y a vingt ans, dans la même ville. Ce n'était déjà pas suffisant à l'époque, ce n'est assurément pas suffisant aujourd'hui".

– *Rio+20 : le Brésil veut imposer le développement durable comme modèle mondial*, AFP

– *Le droit à l'eau et à l'assainissement pour tous délaissé à Rio+20*, Huffington Post, le 20 juin 2012, par Emmanuel Poilâne, Directeur de France Libertés- Fondation Danielle Mitterrand.
"Alors que les promesses étaient nombreuses, France Libertés et les acteurs de la société civile qui défendent l'eau comme Bien Commun à la conférence pour le développement durable à Rio + 20 appellent à un sursaut des Nations pour le bien commun (...)"

Chercheur-es

– Rio+20 et après ? Le point de vue de l'IDDRI
"La conférence Rio+20 a été convoquée par l'AGNU en 2009 sans qu'aucun diagnostic circonstancié ni processus d'examen collectif sur les causes du déficit de mise en œuvre des décisions précédentes n'aient été planifiés. C'est donc en l'absence de base analytique correcte que la conférence a été convoquée, affaiblie par une 19e Commission du développement durable (CDD) qui s'est close en mai 2011 sans accord final". (...) "La publication en janvier 2012, alors que le « draft zéro » du document de négociation était déjà finalisé, du rapport du High Level Panel on Global Sustainability ou le lancement du GEO 5 le 6 juin à quelques jours de la conférence ont renforcé ce sentiment d'incapacité des Nations unies à correctement planifier le travail préparatoire".

– Green Economy : The New Enemy ?
"This viewpoint reflects on the United Nations Conference on Sustainable Development (UNCSD), known as Rio+20, held in June. It looks at, among other things, the reactions to the idea of green economy, one of the conference's main themes ; the role of corporations ; and the positioning of equity and justice in the sustainable development agenda (...)"
Peter Utting is Deputy Director of UNRISD. He is writing this piece in his personal capacity.
(Texte de Peter Utting, directeur de l'Institut de recherche des Nations unies pour les développement social, s'exprimant à titre personnel, 11 juillet 2012)
Voir aussi un document de synthèse de l'UNSRID : *From Green Economy to Green Society. Bringing the Social to Rio+20*

– *Un bilan de la Conférence des Nations unies pour le Développement durable Rio+20* par l'Institut Hydro Québec en environnement, développement et société.
"Au-delà du Document de résultats, Rio+20 a été l'occasion d'une grande mobilisation de la société civile, des ONG, du secteur privé et des scientifiques, qui aura probablement des répercussions importantes dans les années à venir. Au total, c'est 513 milliards $ d'engagements qui ont été pris aussi bien par le secteur public que le secteur privé. Rio+20 a rassemblé des milliers de personnes qui ne se seraient jamais rencontrées autrement, suscitant des interactions, un brassage d'idées et l'établissement de nouveaux réseaux pour établir un avenir meilleur. Ces rencontres vont se traduire en actions concrètes, ce qui après tout constituait le mandat principal de Rio+20 !"

– "*Rio+20, dépasser l'horizon de la conférence*", Helga-Jane Scarwell, Développement durable et territoires, Vol. 3, n°2 | Juillet 2012
"On pourrait, de facto, s'interroger sur ce que les gouvernements comprennent par économie verte ? Serait-ce un nouveau départ en matière de développement durable sous le label « économie verte », autrement dit une opportunité de croissance « verte », ou s'agit-il d'une rhétorique internationale masquant la poursuite de politique et d'économie non durable sous le label « économie verte » ou encore une nouvelle étape dans la marchandisation et la financiarisation de la vie et du vivant, la marchandisation de la nature (Gleizes, 2012) ? Manifestement, cette « économie verte » est déjà à l'œuvre (marchés carbone, agro-carburants) et telle qu'elle est posée dans les documents officiels, elle a tendance à considérer la nature comme un capital à gérer de la manière la plus efficiente".
Lire en ligne

– *Après Rio + 20 : bilan et premières analyses* par Gilles Boeuf, Président du Muséum national d'Histoire naturelle et Jean-Patrick Le Duc, Délégué aux relations internationales du Muséum national d'Histoire naturelle. Lire en ligne, ainsi que les informations au cours de la Conférence
"L'économie verte : L'expression est prononcée mais sans être, à aucun moment, définie ! Tout juste peut-on noter des références à l'économie sociale et solidaire. La nécessité de la protection sociale a été effleurée après avoir risqué de « passer à la trappe ». (…) Le plus grave et qui reste incontestable c'est que dans ce chapitre, il n'est fait référence, à aucun moment à la diversité biologique. 40% de l'économie mondiale reposent sur l'utilisation de la diversité biologique et elle représente donc un facteur clef de l'économie verte. Au lieu de cela, on a préféré parler de « recyclage » des déchets plutôt que leur non production, de stations d'épuration plutôt que non pollution, etc. Consacrer 19 paragraphes à un sujet qui n'est pas clairement défini n'est pas de bon augure pour sa mise en œuvre !"

– *Repenser le développement du monde : Le Brésil se met en scène à RIO+20* par Catherine Aubertin, IRD, juin 2012
"Lors de la première conférence environnementale des Nations unies à Stockholm, la conférence sur l'environnement humain, en 1972, le Brésil et la plupart des pays en développement avaient considéré que cette rencontre était une façon de dévoyer les débats au sein de l'ONU, le seul débat légitime étant celui du développement. Soutenir le développement contre l'environnement à cette époque là, n'était pas seulement s'opposer au malthusianisme que les pays riches voulaient imposer aux pays pauvres. Le PIB du Brésil connaissait alors une croissance à deux chiffres, sous une dictature militaire, au plus fort d'une politique d'exploitation effrénée des ressources naturelles et d'ouverture de routes en Amazonie".
Quarante ans après, à la veille d'accueillir la conférence des Nations unies pour le développement durable, Rio+20, le Brésil, devenu un des grands pays émergents, sixième puissance économique mondiale et un leader dans les négociations des conventions internationales sur la biodiversité et le climat, dénonce toujours « l'esprit de Stockholm ». Lire l'article en ligne

– Déclaration commune de chercheur-es, Institut Allemand pour le Développement
"À un an de l'événement, on ne peut attendre beaucoup des préparatifs intergouvernementaux. Jusqu'à présent, l'approche business as usual domine, et semble se complaire dans son manque d'ambition et de sens de l'urgence. Pour faire de Rio+20 une étape charnière, un tournant décisif, les enjeux doivent être plus ambitieux, et le rythme des préparatifs de toute urgence accéléré. Il faut pour cela un leadership politique fort !"
(Sur le site http://rio20.net/fr)

– Point de vue d'Ignacy Sachs
"Pour le professeur Sachs, beaucoup de pays sont intéressés à ce que Rio 2012 soit un fiasco. Rien qu'au niveau pratique, il paraît difficile de déboucher sur des mesures concrètes avec 180 pays réunis sur seulement 4 jours. Il faudrait que la conférence valide des conclusions préparées à

l'avance et traduites. Or, les Nations unies demandent 6 mois de délais pour la traduction dans toutes les langues.
I. Sachs en appelle donc à la mise en place d'une conférence parallèle, qui ne soit pas du type forum sociaux, mais intergouvernementale réunie 6 mois avant la conférence officielle et qui soit en mesure de voir ses conclusions répercutées dans le document final de Rio. Le Brésil peut être moteur en ce sens".
(Conférence à la Fondation Gabriel Péri, 11 octobre 2010, vidéo de la conférence en ligne)
Consulter les autres interventions sur le site de la Fondation :
Principe de précaution : un bon principe en manque d'organisation de sa mise en œuvre, par Olivier Godard, 31 mai 2011 ; Les Apories de la décroissance par Jean-Charles Hourcade, 6 avril 2011 ; Pourra-t-on limiter la hausse de la température mondiale en deçà de +2°C ? par Stéphanie Monjon, 8 mars 2011 ; Quelle architecture mondiale pour le climat ? ; Particularités, défis et enjeux des négociations internationales sur le climat par Michel Rogalski, 18 janvier 2011

– Une analyse de Jean Gadrey sur "l'économie verte" : *La nature, nouvelle frontière du capitalisme financier*, juin 2012

– *Les imprévus de Rio + 20*, par Christophe Ventura, sur le site "Mémoires des luttes", 1er juillet 2012

Institutions, gouvernements, élu-es

– "L'Europe n'a pas réussi à mener à bien ses projets ambitieux lors de la conférence Rio+20 et doit réitérer ses engagements pour être un leader mondial plus pragmatique. C'est ce qu'affirment trois eurodéputés impliqués dans l'élaboration de réglementations environnementales". Sur le site Euractiv (en anglais)

– Interview de Pascal Canfin, ministère délégué au développement, de retour de Rio, sur terraeco.net
"Le point positif, c'est que l'Europe s'est montrée vraiment unie. Le point plus compliqué, c'est qu'on s'est retrouvés face à l'alliance des grands pays émergents - notamment la Chine et le Brésil – avec les Etats-Unis et le Canada qui poussaient vers un texte a minima. Or, dans ce type de négociation, tout doit être adopté à l'unanimité. Sur l'agence de l'ONU sur l'Environnement ou sur la protection des océans, les discussions se sont heurtées à un veto soit des Brésiliens, des Américains, des Canadiens, des Chinois… Cette situation a conduit à ce que les objectifs de Rio soient réduits au plus petit dénominateur commun et ne relèvent donc pas d'une grande ambition."

– Discours de François Hollande lors de la Conférence Rio + 20 ; Allocutation de François Hollande au Pavillon français à Rio (vidéos)

– Energy Cities (association européenne de collectivités locales qui se consacre à l'étude de solutions pour une transition énergétique. Regroupe plus de 1000 villes dans 30 pays.)
« A l'occasion de la Conférence Rio+20 et de l'Année Internationale de l'Energie Durable pour Tous, Energy Cities :
- Offre 30 propositions pour la transition énergétique des territoires qui sont portées par 30 maires de 30 pays européens.
- Appelle :
* toutes les autorités locales européennes et du monde à faire de leurs territoires des espaces à faible consommation d'énergie, à forte part d'énergies renouvelables, à faibles émissions et rejets, garantissant une haute qualité de vie pour tous !
* les représentants des gouvernements nationaux et des institutions supranationales – dont l'Union

européenne et les Nations Unies - à offrir aux autorités locales les cadres légaux qui leur permettent de démultiplier leurs initiatives et participer activement à la transition énergétique, vers des systèmes plus décentralisés. »
- Télécharger le document de propositions : >>>>>

– Entretien avec Ronan Dantec, sénateur EELV de Loire-Atlantique, porte-parole climat du réseau mondial de collectivités locales CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis) sur http://maplanete.blogs.sudouest.fr/
"Même si, comme on le savait à l'avance, la déclaration finale du Sommet n'est pas à la hauteur des enjeux de la dégradation accélérée de la planète, Rio + 20 nous dote d'un cadre et d'un calendrier cohérent sur les trois ans qui viennent, associant pays émergents comme industrialisés, pour nous permettre d'arriver à un accord sur des objectifs précis en 2015. Avec notamment, entre temps, une conférence sur le climat associant les pays émergents et, pour la gouvernance mondiale, la création en 2013 d'un forum politique de haut niveau. Enfin, dernier point positif de Rio, c'est qu'il en ressort la nécessité de mieux associer dans l'avenir la société civile".

– Entretien avec Laurence Rossignol, sénatrice socialiste qui coordonne la délégation des parlementaires français à Rio : "L'attitude de la communauté internationale à l'égard des questions environnementales ressemble aujourd'hui à la situation des droits des femmes : « Aujourd'hui, la conscience qu'il existe une question environnementale posée à la planète est généralisée. Mais ce qui ne marche pas, c'est le passage à l'acte ».
Article sur le site www.lesnouvellesnews.fr

– Note de la Fondation Jean Jaurès "Vers Rio + 20, la voie des Sommets de la Terre"

Le Sénat
– *Rio plus 20 : l'émergence d'un nouveau monde*
Rapport d'information de Mme Laurence ROSSIGNOL, fait au nom de la commission du développement durable n° 545 (2011-2012) - 22 mai 2012
« (…) Le groupe de travail "Négociations internationales - Climat Environnement" a suivi attentivement la préparation de cette Conférence [*Rio + 20*]. Le présent rapport d'information propose une série de seize recommandations veillant toutes à préserver les quatre piliers du développement durable - économique, environnemental, social et culturel. Il insiste également sur le rôle clé des Parlements nationaux et des collectivités territoriales en matière de développement durable, qu'il souhaite voir mieux reconnu dans les enceintes de négociations internationales. Au final, "Rio 20" devra réussir à convaincre que l'économie verte n'est pas un luxe mais une opportunité, qu'elle doit être le nouveau modèle de développement pour la période de l'histoire de l'humanité qui s'ouvre (…) »
Le Sénat a crée en 2011 un groupe de travail de sept sénateurs chargé de suivre les négociations internationales sur le climat et sur le développement durable.
"Le groupe de travail, qui tiendra sa réunion constitutive mercredi 9 novembre, s'attachera également à suivre, d'une manière plus générale, les enjeux des négociations internationales sur le développement durable, notamment dans le cadre de la préparation de la Conférence des Nations unies sur le développement durable, dite « Rio +20 », qui aura lieu en juin 2012" (Communiqué du Sénat 2/11/11)

– Brice Lalonde, coordinateur exécutif de la Conférence de Rio
"Conférence de Rio + 20 : cap sur l'énergie et la sécurité alimentaire. Lors d'une rencontre avec la presse environnementale à Paris, Brice Lalonde, coordinateur exécutif de Rio+20, a fait le point sur les préparatifs de la conférence qui se tiendra en juin 2012 dans la mégapole brésilienne." Compte-rendu http://www.actu-environnement.com 17 octobre 2011

– Michel Rocard, ambassadeur spécial de la France en voyage au Brésil pour préparer le sommet.
Amélie Perraud-Boulard (www.lepetitjournal.com – Brésil) mercredi 21 septembre 2011

– « L'heure est venue ! Pourquoi "Rio+20" doit réussir »
« En juin 2012, les dirigeants mondiaux se réuniront à Rio de Janeiro pour la Conférence des Nations unies sur le développement durable (« Rio+20 »), afin de promouvoir le passage à une économie verte mondiale dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté. Les gouvernements se sont également engagés à lancer une réforme très attendue du cadre institutionnel des Nations unies en matière de développement durable. Nous appelons les chefs d'État et de gouvernement à saisir cette occasion historique pour prendre des décisions audacieuses plutôt que de persister dans un processus d'avancées à la marge dans la continuité de l'existant. »
Un appel de Laurence Tubiana et plusieurs personnalités issues des mondes de la recherche et de la politique, sur le site de l'IDDRI

– Rio + 20, une position décevante du Conseil européen
"Le Conseil environnement vient d'adopter la position qui devrait-être défendue par l'Union Européenne lors du 4ème Sommet de la Terre de Rio+20 en juin 2012.
1 Cette position est décevante et le Conseil n'a manifestement pas pris conscience de l'importance de ce Sommet, ni du rôle que l'Union Européenne peut jouer à l'échelle internationale. Le Conseil en ignorant totalement la résolution ambitieuse, volontaire et responsable du Parlement Européen commet un déni démocratique".
Point de vue de Sandrine Bellier, députée européenne EELV, 11/10/11

– Faire de Rio+20 un levier pour le développement durable local
"*Si la déclaration de Rio+20 a déçu les ONG et la plupart des observateurs, la conférence onusienne sur le développement durable a aussi permis à des délégations régionales de se remobiliser sur le sujet. C'est en tous cas l'avis de Myriam Cau, deuxième vice présidente du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais (EELV), en charge des questions de développement durable, de démocratie participative et d'évaluation. Elle revient de Rio+20 avec une délégation multi-acteurs de 26 personnes emmenée par la région. Entretien* (…)"
Entretien publié sur le site Novethic le 3 juillet 2012

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article1726